

COMMISSION ADMINISTRATIVE NATIONALE SNES-FSU
25 ET 26 JUIN 2019
TEXTE DROITS ET LIBERTÉS

VIOLENCES POLICIÈRES

Plusieurs centaines de personnes ont été victimes de tirs de LBD ces derniers mois en marge de mouvements de contestation comme celui des gilets jaunes. Une quarantaine ont été mutilé-es. La France est signalée par l'ONU pour ses violences policières. Et les syndicalistes ne sont pas épargné-es : 1^{er} mai à Paris puis, toujours en mai à Nice, à Toulouse... Plus récemment Gaël Quirante du SUD-PTT a été interpellé. Nous demandons l'arrêt de toutes les poursuites à son encontre, ainsi qu'à celle d'Olivier Sillam dont le procès aura lieu à Nice le 19 décembre prochain. C'est dans ce contexte que le SNES participe nationalement au Collectif unitaire pour les libertés publiques et en régions dans les différents observatoires des libertés qui se sont mis en place. Par ailleurs, le SNES-FSU apporte tout soutien aux lycéen-nes de Mantes-la-jolie ainsi qu'aux interpellé-es du lycée Arago de Paris dans leur combat pour la défense des droits fondamentaux et la dignité humaine. Rappelons que des lycéen-nes du lycée Arago ont découvert qu'ils étaient fichés S suite à ces événements.

ATTEINTES A LA LIBERTÉ DE LA PRESSE Que ce soit en Russie ou en France, les atteintes à la liberté de la presse ne manquent pas: incarcération arbitraire à Moscou d'Ivan Golounov ou convocations à Paris par la sécurité intérieure de personnes ayant enquêté sur l'affaire Benalla. Le SNES-FSU condamne ces atteintes au droit et rappelle que l'éducation aux médias commence par le respect du droit par le gouvernement en la matière.

ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

Le SNES soutient les luttes pour le droit à l'avortement notamment aux États-Unis, en Argentine ou en Pologne. La plus grande vigilance est de mise, car certains partis s'organisent au niveau européen pour en limiter l'accès. En France, les fermetures de maternité et de centres d'IVG créent de fait de moindres possibilités d'accès. Le SNES appelle à reconnaître l'avortement comme un droit humain fondamental pour toutes les femmes et demande l'allongement du délai légal d'accès à l'IVG à 14 semaines. En parallèle des négociations en cours à l'OIT sur l'adoption d'une norme contre la violence et le harcèlement dans le monde du travail, les femmes suisses se sont fortement mobilisées pour défendre l'égalité professionnelle et dénoncer les violences sexistes et sexuelles. Le SNES soutient l'adoption de cette norme et sera vigilant pour que la France la ratifie.

LGBTI

Il y a 50 ans, le 27 juin 1969 au Stonewall Inn à New-York, a lieu le départ de la révolte qui enflamma le quartier de Greenwich village pendant plusieurs jours. Ces événements, alors que l'homosexualité est encore interdite dans beaucoup de pays, sont considérés comme le début de la lutte pour les droits LGBT aux États-Unis et en Europe. C'est le début de cette émancipation et de ces luttes politiques que les différentes marches ou « pride » célèbrent. Le SNES appelle à participer à ces différentes marches.

A Paris, le mot d'ordre est centré sur l'ouverture de la PMA, promise au vote par le gouvernement avant la fin de l'année dans le cadre des lois bioéthiques. Le SNES rappelle son mandat d'ouverture de la PMA à toutes les femmes, et le libre accès qui passe par la gratuité.

Ce sera aussi l'occasion de défiler contre les violences LGBTphobes dont le regain en Europe et en France est particulièrement inquiétant (forte hausse des violences physiques en 2018 selon le dernier rapport de SOS Homophobie : + 66%), mais aussi de célébrer des avancées positives dans le monde avec l'ouverture du mariage pour toutes et tous à Taiwan, qui devient ainsi le premier pays asiatique à rendre effective l'égalité des droits.

INTERNATIONAL

Face à la montée des nationalismes dans plusieurs pays européens, les mobilisations populaires et syndicales vont en s'amplifiant. Le SNES-FSU, avec la région Europe de l'Internationale de l'Éducation, qu'est le Comité Syndical Européen de l'Éducation (CSEE), soutient les syndicats de l'enseignement qui dénoncent les dérives des gouvernements autoritaires, en particulier celles qui bafouent les droits sociaux, syndicaux et tous les mécanismes de dialogue social. Des revendications centrées sur plus de démocratie, de justice sociale et de juste partage des richesses se retrouvent dans nombre de luttes et mobilisations.

Lutte contre toutes les formes de répression antisyndicale et contre toutes les discriminations

En Turquie le SNES-FSU, en lien avec le syndicat de l'éducation EGITIM SEN, réitère son soutien à l'égard de tous les enseignants, victimes de radiation ou suspendus des listes de fonctionnaires. Il réaffirme sa solidarité envers les universitaires incarcérés pour avoir signé la pétition pour la paix.

Au Brésil, le président d'extrême-droite Bolsonaro poursuit sa politique de restrictions budgétaires dans l'éducation. Le SNES-FSU dénonce les atteintes répétées à la liberté pédagogique des personnels, notamment en direction des universitaires exerçant dans les facultés de sciences humaines et sociales jugées trop « politiques » aux yeux du gouvernement. Il exprime à nouveau sa solidarité envers les deux syndicats, la CNTE (Confédération Nationale des Travailleurs de l'Éducation) et la Fédération PROIFES (syndicat des enseignants du supérieur).

En Algérie comme en République Tchèque ou au Soudan, la conquête des libertés démocratiques et syndicales reste un sujet d'actualité. Le SNES-FSU soutient le combat engagé par les travailleurs et la jeunesse et toutes les luttes qui se poursuivent afin d'en finir avec le régime corrompu en place. Il affirme sa solidarité envers les revendications des travailleur-ses et de la jeunesse d'Algérie, pour l'arrêt de la répression et la libération des militant.e.s arrêté-es

La région spéciale administrative de Hong Kong bénéficie depuis la rétrocession à la République Populaire de Chine d'un système basé sur la loi fondamentale, qui lui garantit certaines libertés jusqu'en 2047. Le SNES salue la détermination avec laquelle des millions de manifestant-es se sont mobilisé-es contre le projet d'extradition vers la Chine et dénonce les violences policières dont elles et ils font l'objet.

Enfin, il dénonce la politique agressive et menaçante de l'administration Trump vis-à-vis de l'Iran, assortie de sanctions économiques, qui pourrait déboucher sur un conflit au Moyen-Orient. Il dénonce également le prétendu plan de paix au Proche Orient imposé au Palestinien-nes par l'administration américaine et ses alliés ainsi que les appels à l'annexion d'une partie de la Cisjordanie.